



N° 123-2019

Document mis
en distribution

Le - 7 NOV. 2019

ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Enregistré au secrétariat général de l'assemblée le - 7 NOV. 2019

RAPPORT

**SUR LE PROJET DE LOI DU PAYS
PORTANT DIVERSES MESURES FISCALES ET DOUANIÈRES,**

*présenté au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget
et de la fonction publique*

par MM. Nuihau LAUREY et Antonio PEREZ

*Représentants à l'assemblée de la Polynésie française,
Rapporteurs du projet de loi du pays.*

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 5936/PR du 29 août 2019, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de loi du pays portant diverses mesures fiscales et douanières.

Instauration en matière de défiscalisation d'un taux de crédit d'impôt de 60 % dans le secteur de la création d'hôtel ou de résidence de tourisme international dans les îles autres que Tahiti, Moorea et Bora-Bora

Les complexes hôteliers sont principalement concentrés sur les îles les plus connues de la Polynésie française au plan international que sont Tahiti, Moorea et Bora-Bora.

Afin de développer l'activité touristique dans les autres îles et d'inciter les investisseurs à y réaliser leurs projets hôteliers, il est proposé d'instaurer un taux de crédit d'impôt de 60 % pour les créations d'hôtel ou de résidence de tourisme international dans les îles autres que Tahiti, Moorea et Bora-Bora pour lesquelles le taux de crédit d'impôt reste de 40 %.

Abaissement du seuil d'éligibilité pour les programmes d'investissement relevant de la création d'hôtel ou de résidence de tourisme international

L'arrivée de nouvelles compagnies aériennes en Polynésie française (French Bee, United Airlines) a diversifié la clientèle touristique dont une partie s'oriente davantage vers des structures d'hébergement de petite hôtellerie (établissement de quinze à trente chambres).

Le nombre de ces structures d'hébergements reste à l'heure actuelle insuffisant pour répondre à une demande croissante. Ce marché est en partie compensé par un développement des offres des particuliers en location de meublé de tourisme (location par des particuliers de leur habitation).

Ces structures hôtelières présentent l'avantage d'être réalisées rapidement (dans un délai de douze à dix-huit mois), de répondre à une clientèle autre que touristique à la fois étrangère (en voyages d'affaires) et locale (évasan sur l'île de Tahiti ou en transit) et d'être une source de développement économique pour le Pays par les acteurs qu'elles font intervenir (investisseurs locaux, entrepreneurs et prestataires locaux, emplois locaux).

Il reste que les projets d'investissements en faveur de ces établissements ne peuvent pas bénéficier du dispositif de défiscalisation en matière de création d'hôtel eu égard au seuil d'éligibilité relativement important (500 000 000 F CFP si ce programme est situé sur l'île de Tahiti, 250 000 000 F CFP si ce programme est situé sur une île autre que Tahiti).

Aussi, afin d'encourager le développement de ces structures hôtelières, il est proposé de modifier le seuil d'éligibilité pour les programmes d'investissement relevant de la création d'hôtel ou de résidence de tourisme international en les faisant passer à 250 000 000 F CFP si ce programme est situé sur l'île de Tahiti et à 100 000 000 F CFP si ce programme est situé sur une île autre que Tahiti.

Abaissement du seuil d'éligibilité pour les programmes d'investissement relevant de l'agrandissement et de la rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international

Afin d'encourager le développement des structures d'hébergements de petite hôtellerie, il est proposé dans la présente loi du pays un abaissement du seuil d'éligibilité pour les programmes d'investissement relevant de la création d'hôtel ou de résidence de tourisme international.

Il est proposé de compléter cette mesure en modifiant le seuil d'éligibilité pour les programmes d'investissement relevant de l'agrandissement et de la rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international en les faisant passer respectivement à 100 000 000 F CFP si ce programme est situé sur l'île de Tahiti et à 50 000 000 F CFP si ce programme est situé sur une île autre que Tahiti.

L'abaissement du seuil en matière d'agrandissement et de rénovation, en complément de celle de la création, mettra à disposition des structures d'hébergement de petite hôtellerie des outils d'investissement permettant d'assurer leur développement et la pérennité de leurs activités dans le secteur touristique.

Modification du dispositif concernant les programmes d'investissement relevant de la rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international

Afin de répondre aux attentes de leur clientèle, les hôtels doivent rénover, tous les 15 ou 20 ans environ, l'ensemble de leurs chambres. Les programmes d'investissements liés à la rénovation sont soutenus par le Pays via le dispositif de défiscalisation.

Afin d'assurer la continuité de leurs prestations, ces hôtels effectuent en général leurs rénovations progressivement via des cycles de travaux d'une durée d'environ 4 à 6 ans.

Or, la réglementation actuelle les contraint, à chaque programme de rénovation et quel que soit le nombre de chambres rénovées, à augmenter leur capacité d'accueil totale d'au moins 10%.

Après près d'un an de pratique des nouvelles dispositions, il apparaît aujourd'hui indispensable que l'obligation d'extension s'impose dans des proportions en lien avec les travaux prévus.

En effet, les dispositions actuelles contraignent les hôteliers à réaliser l'ensemble de leurs rénovations au sein d'un seul et unique programme d'investissement, à l'encontre de leurs propres intérêts, de ceux de la clientèle et de ceux des entreprises du bâtiment locales.

Il est donc proposé que le taux de 10% s'applique désormais non à la capacité d'accueil totale de l'établissement, mais au nombre de chambres concernées par les travaux de rénovation.

De plus, dans la mesure où l'objectif poursuivi est l'augmentation de la capacité d'accueil, seuls les programmes intégrant la rénovation de chambres pourront bénéficier de la défiscalisation locale.

Ne sont pas concernés par ces conditions les établissements hôteliers ou de résidence de tourisme international qui ne sont plus exploités depuis au moins 10 ans.

Modification du dispositif d'incitation fiscale à l'investissement dans le secteur de la pension de famille

La loi du pays n° 2018-40 du 11 décembre 2018 a permis d'ouvrir la défiscalisation aux projets de construction de pensions de famille par la création d'un secteur qui leur est désormais dédié.

Le seuil du montant minimum du programme d'investissement est aujourd'hui fixé à 100 000 000 F CFP.

Aucune demande d'agrément n'a à ce jour été déposée postulant l'inadéquation du seuil à la consistance économique de ce type de projet.

Aussi, afin de rendre plus accessible le dispositif d'incitation fiscale à l'investissement aux pensions de famille, il est proposé d'abaisser le seuil du montant minimum du programme d'investissement éligible à 50 000 000 F CFP.

Par ailleurs, il est proposé que le dispositif du régime des investissements indirects ou directs ne puisse se cumuler avec l'aide au développement en faveur des pensions de famille.

Réintroduction d'une disposition technique facilitant le cumul du régime des investissements indirects avec la défiscalisation métropolitaine

L'aide du Pays issue du régime de défiscalisation prend la forme d'une rétrocession fixée à 75 % du crédit d'impôt (*variant de 20 % à 65 %*) accordé aux investisseurs. Le Code des Impôts prévoit que cette aide doit rester inférieure ou égale à la somme des autres apports nécessaires au financement du programme d'investissement, hors défiscalisation métropolitaine.

Cette mesure peut cependant avoir pour conséquence, dans certains cas spécifiques, de désinciter certains investisseurs à obtenir une défiscalisation métropolitaine en sus de leur défiscalisation locale.

Une disposition permettant d'éviter cet écueil technique a été supprimée lors de la promulgation de la loi du pays 2018-40 du 11 décembre 2018 portant modification du code des impôts. Il est proposé de la réintroduire.

Possibilité d'option pour l'application de la nouvelle législation lorsque la demande d'agrément fiscal est en cours d'instruction

Actuellement, le régime d'agrément d'un programme d'investissement est régi par les dispositions en vigueur à la date de dépôt de la demande d'agrément fiscal auprès du secrétariat de la commission consultative des agréments fiscaux.

Ainsi, un dossier déjà déposé ne peut pas bénéficier de nouvelles dispositions qui entreraient en vigueur au cours de sa période d'instruction, alors même que ce dernier n'a pas encore fait l'objet d'un agrément.

Afin d'éviter de contraindre le porteur de projet à retirer, puis à déposer à nouveau son dossier auprès du secrétariat pour bénéficier des nouvelles dispositions, il est proposé que celui-ci puisse demander à ce que son dossier bénéficie directement de la nouvelle réglementation.

Abattement sur les plus-values provenant de la cession d'un navire de commerce lorsque le prix de cession est réinvesti dans l'achat d'un navire neuf

Le schéma directeur des déplacements durables interinsulaires 2015-2025 de la Polynésie française soulignait en 2015 que, dans le domaine maritime, la moitié de la flotte en activité est d'un âge supérieur à 30 ans. Or, selon ce même rapport, la durée de vie maximale d'un navire se situe entre 35 et 40.

Face à ce constat, il apparaît qu'il est de la responsabilité du gouvernement de soutenir le renouvellement de ces navires, puisque le remplacement de navires usagés par des plus récents permettra non seulement d'optimiser la consommation de carburant mais également de bénéficier de moyens de sécurité plus modernes.

La défiscalisation locale constitue actuellement le levier d'action du Pays pour soutenir le renouvellement de la flotte. Cependant, afin de juguler le nombre de demandes de défiscalisations locales, dans un contexte où l'assiette fiscale polynésienne apparaît limitée compte-tenu du succès du dispositif, il est proposé de laisser aux armateurs la possibilité de solliciter un autre type d'incitation fiscale.

Lorsqu'une entreprise cède un bien faisant partie de son actif, la plus-value éventuellement dégagée est comprise dans ses bénéfices taxables à l'impôt sur les sociétés et, le cas échéant, à la contribution supplémentaire à l'impôt sur les sociétés.

Toutefois, le code des impôts prévoit des dérogations à cette règle : report d'imposition lorsque le prix de cession est réinvesti en immobilisations en Polynésie française dans le délai de trois ans, abattement lorsque le bien figure à l'actif de l'entreprise depuis une certaine durée, exonération lorsque les plus-values autres que celles réalisées sur les marchandises résultent de l'attribution gratuite de parts sociales à la suite de fusions de sociétés.

Il est proposé d'ajouter à ces dérogations un abattement spécifique pour la cession de navires destinés au transport interinsulaire de passagers comme de marchandises, sous la condition que le prix de vente soit réinvesti dans l'acquisition d'un navire neuf ayant la même destination, afin de permettre le renouvellement de la flotte de l'entreprise. Cet abattement, égal à la moitié du prix de cession réinvesti, sera plafonné à 50% du montant de la plus-value.

Cette exonération partielle, cumulable avec la défiscalisation métropolitaine, ne l'est pas avec la défiscalisation locale, puisqu'elle constitue une alternative à celle-ci.

Si le navire neuf n'est pas exploité pendant une durée minimum de cinq ans, l'exonération sera remise en cause dans le délai prévu par l'article LP. 451-1 du code des impôts.

Prolongation du dispositif d'incitation fiscale pour l'emploi durable

Le dispositif d'incitation fiscale pour l'emploi durable, institué pour la période allant de 2005 à 2012, a été réactivé par l'article LP. 4 de la loi du pays n° 2017-34 du 21 novembre 2017 portant diverses mesures fiscales visant à favoriser l'activité des entreprises en Polynésie française.

Le bénéfice de cette mesure était limité dans le temps, les emplois devant être créés entre le 1^{er} octobre 2017 et le 30 septembre 2019.

Or, si la Polynésie française a vu son taux de créations d'emplois progresser à la faveur de la reprise économique, cette progression ne s'est pas révélée suffisante pour faire diminuer le chômage de façon significative.

Aussi, il apparaît opportun de poursuivre les actions tendant à inciter les entreprises à créer des emplois salariés.

Dans ces conditions, il est proposé de prolonger le dispositif de l'incitation fiscale pour l'emploi durable de deux années supplémentaires.

Application du taux réduit de TVA aux prestations rendues par les établissements agréés dans lesquels sont dispensées des activités physiques ou sportives

Le surpoids est un fléau qui touche fortement la population polynésienne. Face à ce constat, la population prend conscience du problème et intègre le fait qu'une alimentation saine associée à un minimum d'activité physique constitue une des solutions à favoriser.

Aussi, dans le cadre de la lutte contre le surpoids, la pratique d'une activité physique étant vivement recommandée, elle doit être facilitée en rendant plus attractif l'accès aux salles de remise en forme mais également à toutes celles proposant des activités physiques et sportives.

Il est ainsi proposé d'appliquer le taux réduit de TVA de 5 % aux prestations rendues par ces établissements aujourd'hui soumises au taux intermédiaire de 13 %.

Ce taux réduit de TVA ne sera accordé qu'aux établissements signataires d'une convention d'agrément avec la Polynésie française. Ceux-ci s'engageront notamment à réduire leurs tarifs et à proposer différents tarifs préférentiels à certaines catégories de clients.

La convention pourra également prévoir une participation bénévole des signataires à des actions de prévention et de promotion des activités physiques et sportives, notamment au sein des établissements scolaires de Polynésie française.

Augmentation de la durée de séjour des marchandises en entrepôt d'exportation en matière de TVA

Le régime d'entrepôt d'exportation permet d'exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les marchandises provenant du marché intérieur et destinées à l'exportation, dès leur placement en entrepôt d'exportation agréé par le service des douanes.

La durée de séjour autorisée en entrepôt est d'une année.

Or, en pratique, ce délai s'avère difficile à respecter compte tenu du nombre important de fournisseurs, de l'éloignement de certains d'entre eux et de la variété de marchandises concernées.

Dès lors, il est proposé de prolonger la durée de séjour à trois ans afin de permettre une meilleure gestion des stocks de marchandises séjournant en entrepôt d'exportation.

Application aux primes de départ à la retraite des règles de fractionnement de la contribution de solidarité territoriale sur les traitements, salaires, pensions, rentes viagères et indemnités diverses

Les primes versées aux salariés à l'occasion d'un départ volontaire hors droit à la retraite sont soumises à la contribution de solidarité territoriale sur les traitements, salaires, pensions, rentes viagères et indemnités diverses (CST-S) selon des modalités particulières de fractionnement.

Ce dispositif qui ne s'applique pas aux primes versées à l'occasion d'un départ volontaire à la retraite entraîne de lourdes conséquences pour les salariés concernés pour deux raisons.

D'une part, le mécanisme de la progressivité du barème de taxation de la CST dont la dernière tranche est au taux de 25 % entraîne le montant d'une taxation élevée et ce d'autant que le montant de la prime est souvent déterminé sur un nombre mois de salaire qui peut être fixé au-delà du minimum légal.

D'autre part, le niveau ainsi élevé de la taxation ampute de manière importante le montant de la prime versée annihilant son effet incitatif dans le choix pour le salarié de mettre fin à son activité.

Dans ces conditions, il est proposé que les modalités de fractionnement s'appliquent aux primes versées en cas de départ volontaire à la retraite.

Il est également proposé d'étendre le dispositif du fractionnement aux indemnités de départ ou de mise à la retraite versées selon les modalités prévues par le code du travail. Cette mesure permettra ainsi d'alléger la fiscalité qui leur est applicable.

Identification du carburant destiné aux navettes communales au sein du fonds de régulation des prix des hydrocarbures et du fonds de péréquation du prix des hydrocarbures

Les navires en charge du transport maritime communal exercent une mission de service public au bénéfice des habitants qui n'ont pas d'autres moyens de déplacement. Ils s'avèrent indispensables notamment dans le cadre des évacuations sanitaires, du ramassage des élèves ou du transport d'habitants ou de marchandises.

Dans l'objectif d'alléger la charge de carburant qui pèse sur ces communes, la loi du pays n° 2018-39 du 11 décembre 2018 a instauré une exonération douanière destinée au carburant alimentant ces navires, dans une limite maximale de 10 000 litres par commune et par an.

Afin de permettre aux communes de bénéficier de cette exonération fiscale sans qu'elles soient soumises aux fluctuations des prix du carburant, ou engagées dans des négociations complexes avec les importateurs, il est proposé de fixer le prix du carburant destiné aux navettes communales en l'intégrant dans le fonds de régulation du prix des hydrocarbures.

À l'instar de certaines professions (*perliculteurs, pêcheurs, boulangers, transporteurs assurant la desserte maritime interinsulaire, ...*), les communes pourront ainsi bénéficier directement à la pompe de leur tarif préférentiel.

Pour prolonger ce soutien, il est également proposé que le Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures (FPPH) prenne en charge les frais d'acheminement et de commercialisation de ces hydrocarbures dans les îles éloignées.

Modification d'un numéro de tarif douanier

Cette mesure est proposée de manière à rectifier une erreur matérielle de codification douanière.

Travaux en commission

Examiné en commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique dans sa séance du 5 novembre 2019, le projet de loi du pays portant diverses mesures fiscales et douanières a suscité des échanges qui ont ainsi permis à la commission d'aborder principalement les points développés ci-après.

En premier lieu, l'adaptation des mesures fiscales relatives à l'activité hôtelière compte tenu notamment de l'ouverture de nouvelles dessertes aériennes a pour objectif le développement de la capacité hôtelière et de l'activité touristique, en particulier pour les îles autres que Tahiti, Moorea et Bora-Bora.

En second lieu, la question de l'impact de ces mesures fiscales sur la création d'emploi a été soulevée. Ainsi, une réflexion pourrait être menée afin de prévoir notamment dans le code des impôts des dispositions permettant de sanctionner les porteurs de projets ne respectant pas leur obligation de créer des emplois pour obtenir leur agrément.

En dernier lieu, des précisions ont également été apportées sur la procédure relative à la défiscalisation et sur l'application des règles de fractionnement de la contribution de solidarité territoriale.

* * * * *

À l'issue des débats et après adoption de divers amendements, le projet de loi du pays portant diverses mesures fiscales et douanières a recueilli un vote favorable des membres de la commission.

En conséquence, la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter le projet de loi du pays amendé ci-joint.

LES RAPPORTEURS

Nuihau LAUREY

Antonio PEREZ

Projet de loi du pays portant diverses mesures fiscales et douanières
(Lettre n° 5936/PR du 29-8-2019)

DISPOSITIONS EN VIGUEUR	MODIFICATIONS PROPOSÉES
CODE DES IMPÔTS	
PREMIÈRE PARTIE - ASSIETTE ET LIQUIDATION TITRE I^{er} - IMPÔTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILÉES CHAPITRE I^{er} - Impôt sur les bénéfices des sociétés et autres personnes morales Section III - Détermination du bénéfice imposable	
<p>113-6.— Par dérogation aux dispositions du 1^{er} alinéa de l'article 113-3, les plus-values provenant de la cession en cours d'exploitation d'éléments de l'actif immobilisé ne sont pas comprises dans le bénéfice imposable de l'exercice au cours duquel elles ont été réalisées si, dans la déclaration des résultats dudit exercice, l'engagement est pris de réinvestir en immobilisations en Polynésie française avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la clôture de l'exercice en cause, une somme au moins égale au montant de la valeur comptable des éléments cédés, majorée des plus-values réalisées à l'occasion de la cession. Toutefois, le réinvestissement des plus-values en terrain n'est possible que si ces plus-values proviennent elles-mêmes de la cession d'un terrain.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Si le emploi est effectué dans le délai de trois ans prévu au premier alinéa, les plus-values distraites du bénéfice imposable viennent en déduction du prix des nouvelles immobilisations, soit pour le calcul des amortissements s'il s'agit d'éléments d'actif amortissables soit pour le calcul des plus-values réalisées ultérieurement. Dans le cas contraire, elles sont rapportées au bénéfice imposable de l'exercice au cours duquel a expiré le délai ci-dessus. - Si le contribuable vient à céder son entreprise ou à cesser sa profession avant que les plus-values en cause n'aient été réinvesties, elles seront taxées avec les revenus de l'exercice de la cession ou de la cessation. - En ce qui concerne les sociétés qui ont une activité hôtelière, le délai de 3 ans est porté à 6 ans. 	
	<p>LP. 113-6-1.— Par dérogation aux dispositions du 1^{er} alinéa de l'article 113-3 du code des impôts, les plus values provenant de la cession en cours d'exploitation d'un navire de commerce destiné au transport interinsulaire, lorsque le prix de cession est réinvesti, partiellement ou en intégralité, dans l'acquisition d'un navire neuf destiné au transport interinsulaire et exploité en tant que tel pendant une durée minimum de cinq ans, bénéficient d'un abattement égal à la moitié du prix de cession réinvesti. L'abattement ne peut dépasser 50 % du montant de la plus-value.</p> <p><i>Cet abattement n'est pas applicable en cas de réinvestissement dans l'acquisition d'un navire neuf ayant bénéficié des régimes des investissements directs et indirects de la troisième partie du présent code.</i></p> <p><i>L'abattement prévu au 1^{er} alinéa de l'article 113-7 peut s'appliquer sur le montant de la plus value nette déterminé après application éventuelle de l'abattement prévu aux alinéas précédents.</i></p>

DISPOSITIONS EN VIGUEUR	MODIFICATIONS PROPOSÉES
	<p><i>Lorsque le prix de cession est réinvesti dans l'acquisition d'un navire ayant bénéficié de la défiscalisation métropolitaine, le prix d'acquisition dudit navire à prendre en compte pour l'application de l'abattement doit être minoré de l'avantage fiscal tiré de la défiscalisation métropolitaine.</i></p> <p><i>Ces dispositions sont également applicables dans le cas où l'acquisition du nouveau navire précède la cession de l'ancien, à condition que le prix de cession soit réinvesti dans le remboursement du financement ayant permis l'acquisition du navire neuf.</i></p> <p><i>Les opérations d'acquisition et de cession ne doivent pas être séparées par un délai supérieur à douze mois.</i></p> <p><i>Lorsque l'acquisition est réalisée au cours de l'exercice suivant celui de réalisation de la vente, l'entreprise doit s'engager, dans la déclaration de résultats de l'exercice de réalisation de la cession, à réinvestir le prix dans le délai prévu à l'alinéa précédent.</i></p>
<p align="center">CHAPITRE IV - Contribution de solidarité territoriale sur les traitements, salaires, pensions, rentes viagères et indemnités diverses Section III - Obligations des débiteurs – Paiement</p>	
<p>LP. 193-10-1.— I - Par dérogation au principe de taxation au cours du mois de paiement effectif et de versement global, la taxation de la prime de départ volontaire <i>hors droits à la retraite prévue</i> au 2 de l'article LP.193-5 <i>est déterminée</i> de la manière suivante :</p> <p>- fractionnement de la prime par le nombre de mois de salaire brut que représente cette indemnité dans la limite de 20 mois. Le nombre de mois est arrondi au nombre entier inférieur ;</p> <p>- application du barème prévu à l'article LP. 193-15 au montant de chacune des fractions mensuelles déterminées à l'alinéa précédent ;</p> <p>- addition de la totalité des contributions dues au titre de chacune des fractions.</p> <p>II - Le I est applicable à l'indemnité versée en application de la loi du pays n° 2017-3 du 30 janvier 2017 portant institution d'un dispositif d'incitations financières au départ volontaire au profit des agents administratifs de l'assemblée de la Polynésie française.</p>	<p>LP. 193-10-1.— I - Par dérogation au principe de taxation au cours du mois de paiement effectif et de versement global, la taxation de la prime de départ volontaire <i>ou de départ volontaire à la retraite, ainsi que la taxation des indemnités de départ ou de mise à la retraite, versées dans les conditions fixées aux articles Lp. 1223-9 et Lp. 1223-11 du code du travail, prévues</i> au 2 de l'article LP. 193-5 <i>sont déterminées</i> de la manière suivante :</p> <p>- fractionnement de la prime <i>ou des indemnités</i> par le nombre de mois de salaire brut que représente cette indemnité dans la limite de 20 mois. Le nombre de mois est arrondi au nombre entier inférieur ;</p> <p>- application du barème prévu à l'article LP. 193-15 au montant de chacune des fractions mensuelles déterminées à l'alinéa précédent ;</p> <p>- addition de la totalité des contributions dues au titre de chacune des fractions.</p> <p>II - Le I est applicable à l'indemnité versée en application de la loi du pays n° 2017-3 du 30 janvier 2017 portant institution d'un dispositif d'incitations financières au départ volontaire au profit des agents administratifs de l'assemblée de la Polynésie française.</p>
<p align="center">TITRE IV - TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE CHAPITRE III - Taux</p>	
<p>LP. 342-3.— [...]</p> <p>II - Le taux réduit s'applique aux prestations de services suivantes :</p>	<p>LP. 342-3.— [...]</p> <p>II - Le taux réduit s'applique aux prestations de services suivantes :</p>

DISPOSITIONS EN VIGUEUR	MODIFICATIONS PROPOSÉES
<p>1°) hébergement dans les établissements hôteliers de toute nature, les navires de croisière, les navires disposant de la licence de charter professionnel, les campings et prestations de pension et de demi-pension facturées forfaitairement ;</p> <p>2°) transports de voyageurs, quel que soit le mode de transport utilisé. Le taux réduit s'applique également aux suppléments de prix réclamés pour les bagages des voyageurs, aux transports de leurs véhicules et aux commissions versées aux entreprises de transport de personnes ;</p> <p>3°) fourniture d'électricité ;</p> <p>4°) (abrogé) ;</p> <p>5°) droits d'entrée aux spectacles et manifestations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - théâtre, cirque, concerts et spectacles de variétés, à l'exception des spectacles qui sont donnés dans les établissements où il est d'usage de consommer pendant les séances ; - projection de spectacles cinématographiques ; - visite des parcs zoologiques ou botaniques, grottes et sites naturels, musées et monuments historiques, ainsi que des foires, salons, expositions agréés par une autorité administrative ; <p>6°) opérations d'entremise effectuées par les agences disposant de la licence prévue par la délibération n°87- 138 AT du 23 décembre 1987 ;</p> <p>7°) prestations des crèches, garderies et haltes garderies d'enfants ;</p> <p>8°) prestations à caractère touristique dont la liste suit : excursions nautiques, plongée sous-marine, pêche à la mouche, ski nautique, randonnées pédestres et équestres, locations de vélos, de scooters et de quads, excursions en véhicules tout-terrain, golf, activités de parachutisme ;</p> <p>9°) prestations de service à la personne, entendues comme celles destinées à répondre aux besoins des particuliers ou des personnes dépendantes dans leur vie quotidienne et déterminées par arrêté pris en conseil des ministres.</p>	<p>1°) hébergement dans les établissements hôteliers de toute nature, les navires de croisière, les navires disposant de la licence de charter professionnel, les campings et prestations de pension et de demi-pension facturées forfaitairement ;</p> <p>2°) transports de voyageurs, quel que soit le mode de transport utilisé. Le taux réduit s'applique également aux suppléments de prix réclamés pour les bagages des voyageurs, aux transports de leurs véhicules et aux commissions versées aux entreprises de transport de personnes ;</p> <p>3°) fourniture d'électricité ;</p> <p>4°) (abrogé) ;</p> <p>5°) droits d'entrée aux spectacles et manifestations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - théâtre, cirque, concerts et spectacles de variétés, à l'exception des spectacles qui sont donnés dans les établissements où il est d'usage de consommer pendant les séances ; - projection de spectacles cinématographiques ; - visite des parcs zoologiques ou botaniques, grottes et sites naturels, musées et monuments historiques, ainsi que des foires, salons, expositions agréés par une autorité administrative ; <p>6°) opérations d'entremise effectuées par les agences disposant de la licence prévue par la délibération n°87- 138 AT du 23 décembre 1987 ;</p> <p>7°) prestations des crèches, garderies et haltes garderies d'enfants ;</p> <p>8°) prestations à caractère touristique dont la liste suit : excursions nautiques, plongée sous-marine, pêche à la mouche, ski nautique, randonnées pédestres et équestres, locations de vélos, de scooters et de quads, excursions en véhicules tout-terrain, golf, activités de parachutisme ;</p> <p>9°) prestations de service à la personne, entendues comme celles destinées à répondre aux besoins des particuliers ou des personnes dépendantes dans leur vie quotidienne et déterminées par arrêté pris en conseil des ministres.</p> <p>10°) prestations de service rendues par les établissements organisant la pratique d'activités physiques ou sportives, fonctionnant dans les conditions posées par la délibération n°99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française et agréés préalablement par la Polynésie française dans les conditions ci-après.</p> <p>Les activités physiques et sportives soumises au taux réduit sont déterminées par arrêté pris en conseil des ministres.</p> <p>La convention d'agrément, conclue entre l'établissement signataire et la Polynésie française, doit prévoir, dans les conditions fixées par arrêté en conseil des ministres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une diminution du prix des prestations proposées par l'établissement ; - La mise en place de tarifs préférentiels.

DISPOSITIONS EN VIGUEUR	MODIFICATIONS PROPOSÉES
	<p><i>La convention d'agrément peut également prévoir la participation de l'établissement signataire à des actions de prévention ou de promotion des activités physiques et sportives, notamment dans les établissements scolaires de Polynésie française.</i></p> <p><i>Les conventions d'agrément sont conclues au nom de la Polynésie française par le Président de la Polynésie française dans les conditions et selon un modèle fixés par arrêté pris en conseil des ministres.</i></p>
<p align="center">CHAPITRE IX - Régime particulier des opérations internationales d'échanges de biens Section VII - régimes des exportations Sous-section V -Régime de l'entrepôt d'exportation</p>	
<p>Article LP. 354.9.— Il est institué un régime d'entrepôt d'exportation.</p> <p>Les marchandises provenant du marché intérieur et destinées à l'exportation peuvent être admises en entrepôt d'exportation placé sous le contrôle du service des douanes. La durée de séjour autorisée en entrepôt d'exportation est <i>d'une année</i>. Cette durée peut être prolongée sur décision expresse du chef du service des douanes.</p> <p>Les livraisons de biens pris sur le marché intérieur polynésien et destinés à l'exportation sont exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée dès leur placement en entrepôt d'exportation agréé par le service des douanes.</p>	<p>LP. 354-9.— Il est institué un régime d'entrepôt d'exportation.</p> <p>Les marchandises provenant du marché intérieur et destinées à l'exportation peuvent être admises en entrepôt d'exportation placé sous le contrôle du service des douanes. La durée de séjour autorisée en entrepôt d'exportation est <i>de trois ans</i>. Cette durée peut être prolongée sur décision expresse du chef du service des douanes.</p> <p>Les livraisons de biens pris sur le marché intérieur polynésien et destinés à l'exportation sont exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée dès leur placement en entrepôt d'exportation agréé par le service des douanes.</p>
<p align="center">TROISIÈME PARTIE - Incitations fiscales à l'investissement TITRE 1^{er} - Régime des investissements indirects CHAPITRE 1^{er} - Dispositions générales Section VIII - Taux, conditions et modalités d'imputation du crédit d'impôt</p>	
<p>Article LP. 918-1</p> <p>Le montant de l'incitation fiscale polynésienne doit être inférieur ou égal à la somme des autres apports, hors défiscalisation métropolitaine. Ce montant se calcule à partir de la base éligible.</p> <p>Les dispositions du premier alinéa ne sont pas opposables aux secteurs définis à la section II du chapitre II du titre I^{er} de la 3^e partie du code des impôts.</p> <p>Le taux du crédit d'impôt dont bénéficie l'investisseur est fixé à 40 % de la quote-part définie à l'article LP. 916-1 pour tous les secteurs d'activités éligibles.</p> <p>Le taux du crédit d'impôt est de 20 % pour les programmes d'investissement relevant du secteur de la pêche professionnelle hauturière visés aux articles LP. 923-1 à LP. 923-4. Il est porté à 45 % lorsque le programme consiste en l'acquisition de navires de pêche construits dans un chantier naval polynésien.</p>	<p>Article LP. 918-1</p> <p>Le montant de l'incitation fiscale polynésienne doit être inférieur ou égal à la somme des autres apports, hors défiscalisation métropolitaine. Ce montant se calcule à partir de la base éligible.</p> <p><i>La limite prévue à l'alinéa précédent n'est pas applicable lorsque l'entreprise qui réalise le programme d'investissement bénéficie d'un taux de crédit d'impôt de 50 %, de 60 % ou de 65 % et fait appel à la défiscalisation métropolitaine pour au moins 30 % du financement de son programme d'investissement.</i></p> <p>Les dispositions du premier alinéa ne sont pas opposables aux secteurs définis à la section II du chapitre II du titre I^{er} de la 3^e partie du code des impôts.</p> <p>Le taux du crédit d'impôt dont bénéficie l'investisseur est fixé à 40 % de la quote-part définie à l'article LP. 916-1 pour tous les secteurs d'activités éligibles.</p> <p>Le taux du crédit d'impôt est de 20 % pour les programmes d'investissement relevant du secteur de la pêche professionnelle hauturière visés aux articles LP. 923-1 à LP. 923-4. Il est porté à 45 % lorsque le programme consiste en l'acquisition de navires de pêche construits dans un chantier naval polynésien.</p> <p><i>Le taux du crédit d'impôt est de 60 % pour les programmes d'investissement relevant de la création d'hôtel ou de résidence de tourisme international, visés aux articles LP. 922-1 à LP. 922-2, lorsqu'ils sont réalisés dans les îles autres que Tahiti, Moorea et Bora-Bora.</i></p>

DISPOSITIONS EN VIGUEUR	MODIFICATIONS PROPOSÉES
<p>Le taux du crédit d'impôt est de 60 % pour les programmes d'investissement relevant de la rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international, visés aux articles LP. 922-21 à LP. 922-22, dont la publication de l'arrêté d'agrément au Journal officiel de la Polynésie française intervient au plus tard le 31 décembre 2020. Ce taux est majoré de 5 points pour les programmes d'investissement des établissements situés dans les archipels des Tuamotu, des Gambier, des Marquises et des Australes.</p> <p>Le taux de crédit d'impôt est de 20 % pour les programmes d'investissement relevant du secteur du logement libre, tels que visés aux articles LP. 929-1 à LP. 929-5 du présent code.</p> <p>Le taux de crédit d'impôt est de 20 % pour les programmes d'investissement relevant du secteur du transport maritime lagonaire et/ou interinsulaire, visés aux articles LP. 924-11 à LP. 924-14, lorsqu'ils portent sur l'acquisition de navires neufs ou d'occasion remis à neuf destinés exclusivement au transport de personnes. Toutefois, ces navires peuvent inclure le transport de véhicules selon un quota de 5% de véhicules par rapport à leur capacité d'accueil à bord de passagers.</p> <p>Le taux du crédit d'impôt est de 50 % pour les programmes d'investissement relevant du secteur de la croisière visés aux articles LP. 922-51 à LP. 922-53 du présent code.</p> <p>Le taux de crédit d'impôt est de 60% pour les programmes d'investissement relevant du secteur de la construction de parkings visés aux articles LP. 925-11 à LP. 925-13 du présent code, lorsqu'ils portent sur des parkings payants ouverts au public.</p>	<p>Le taux du crédit d'impôt est de 60 % pour les programmes d'investissement relevant de la rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international, visés aux articles LP. 922-21 à LP. 922-22, dont la publication de l'arrêté d'agrément au Journal officiel de la Polynésie française intervient au plus tard le 31 décembre 2020. Ce taux est majoré de 5 points pour les programmes d'investissement des établissements situés dans les archipels des Tuamotu, des Gambier, des Marquises et des Australes.</p> <p>Le taux de crédit d'impôt est de 20 % pour les programmes d'investissement relevant du secteur du logement libre, tels que visés aux articles LP. 929-1 à LP. 929-5 du présent code.</p> <p>Le taux de crédit d'impôt est de 20 % pour les programmes d'investissement relevant du secteur du transport maritime lagonaire et/ou interinsulaire, visés aux articles LP. 924-11 à LP. 924-14, lorsqu'ils portent sur l'acquisition de navires neufs ou d'occasion remis à neuf destinés exclusivement au transport de personnes. Toutefois, ces navires peuvent inclure le transport de véhicules selon un quota de 5% de véhicules par rapport à leur capacité d'accueil à bord de passagers.</p> <p>Le taux du crédit d'impôt est de 50 % pour les programmes d'investissement relevant du secteur de la croisière visés aux articles LP. 922-51 à LP. 922-53 du présent code.</p> <p>Le taux de crédit d'impôt est de 60% pour les programmes d'investissement relevant du secteur de la construction de parkings visés aux articles LP. 925-11 à LP. 925-13 du présent code, lorsqu'ils portent sur des parkings payants ouverts au public.</p>
<p align="center">Section IX – Dispositions diverses Législation applicable</p>	
<p>LP. 919-21.— Les programmes d'investissement sont régis par la législation fiscale en vigueur à la date à laquelle se réalise leur fait générateur. Le fait générateur du programme d'investissement est constitué par le dépôt de la demande d'agrément y afférent à l'autorité administrative compétente.</p>	<p>LP. 919-21.— Les programmes d'investissement sont régis par la législation fiscale en vigueur à la date à laquelle se réalise leur fait générateur. Le fait générateur du programme d'investissement est constitué par le dépôt de la demande d'agrément y afférent à l'autorité administrative compétente.</p> <p><i>Toutefois, par dérogation à l'alinéa précédent, dans le cas de l'entrée en vigueur d'une nouvelle législation, le demandeur d'agrément dont le programme n'a pas encore été agréé peut opter pour l'application à son programme d'investissement des nouvelles dispositions. Cette option doit être formulée par écrit auprès de l'autorité administrative compétente dans les trois mois suivant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle législation, par lettre recommandée avec accusé réception ou remise en mains propres contre décharge.</i></p>
<p align="center">CHAPITRE II – Dispositions particulières Section I - Tourisme I - Hôtellerie Création d'hôtel ou de résidence de tourisme international</p>	
<p>LP. 922-2.— Le montant total du programme d'investissement, tel que défini à l'article LP. 914-2, doit être au moins égal à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 500 000 000 F CFP si ce programme est situé sur l'île de Tahiti ; - 250 000 000 F CFP si ce programme est situé sur une île autre que Tahiti. 	<p>LP. 922-2.— Le montant total du programme d'investissement, tel que défini à l'article LP. 914-2, doit être au moins égal à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 250 000 000 F CFP si ce programme est situé sur l'île de Tahiti ; - 100 000 000 F CFP si ce programme est situé sur une île autre que Tahiti.

DISPOSITIONS EN VIGUEUR	MODIFICATIONS PROPOSÉES
Agrandissement d'hôtel ou de résidence de tourisme international	
<p>LP. 922-12.— Le montant total du programme d'investissement, tel que défini à l'article LP. 914-2, doit être au moins égal à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 200 000 000 F CFP si ce programme est situé sur l'île de Tahiti ; - 100 000 000 F CFP si ce programme est situé sur une île autre que Tahiti. 	<p>LP. 922-12.— Le montant total du programme d'investissement, tel que défini à l'article LP. 914-2, doit être au moins égal à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 000 000 F CFP si ce programme est situé sur l'île de Tahiti ; - 50 000 000 F CFP si ce programme est situé sur une île autre que Tahiti.
Rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international	
<p>LP. 922-21.— Les programmes d'investissement relevant de la rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international doivent consister à améliorer, transformer et/ou moderniser un établissement existant et s'accompagner d'une extension pour au moins 10 % de la capacité d'accueil de l'établissement existant en termes de chambres supplémentaires.</p> <p>Les travaux de rénovation doivent entraîner une reprise totale ou importante des structures intérieures de l'établissement ou doivent permettre de doter les bâtiments existants des normes actuelles de sécurité et de confort ou encore répondre à des exigences d'élévation du niveau des prestations offertes à la clientèle.</p> <p>La condition liée à l'extension de la capacité d'accueil mentionnée à l'alinéa précédent ne s'applique pas aux établissements hôteliers ou de résidence de tourisme international qui ne sont plus exploités depuis au moins 10 ans.</p>	<p>LP. 922-21.— Les programmes d'investissement relevant de la rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international doivent consister à améliorer, transformer et/ou moderniser un établissement existant.</p> <p>Les programmes d'investissements visés à l'alinéa précédent doivent obligatoirement intégrer la rénovation de chambres et s'accompagner d'une extension de la capacité d'accueil de l'établissement existant en termes de chambres supplémentaires.</p> <p>Le nombre de chambres supplémentaires est déterminé sur la base des chambres à rénover selon les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour la rénovation d'une à neuf chambres existantes, l'extension est d'une unité nouvelle supplémentaire ; - pour la rénovation d'au moins dix chambres existantes, l'extension est égale à au moins 10 % du nombre de chambres rénovées. Le résultat obtenu est arrondi au nombre entier immédiatement supérieur. <p>Les travaux de rénovation doivent entraîner une reprise totale ou importante des structures intérieures de l'établissement ou doivent permettre de doter les bâtiments existants des normes actuelles de sécurité et de confort ou encore répondre à des exigences d'élévation du niveau des prestations offertes à la clientèle.</p> <p>Les conditions mentionnées au deuxième alinéa ne s'appliquent pas aux établissements hôteliers ou de résidence de tourisme international qui ne sont plus exploités depuis au moins 10 ans.</p>
<p>LP. 922-22.— Le montant total du programme d'investissement, tel que défini à l'article LP. 914-2, doit être au moins égal à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 200 000 000 F CFP si ce programme est situé sur l'île de Tahiti ; - 100 000 000 F CFP si ce programme est situé sur une île autre que Tahiti. 	<p>LP. 922-22.— Le montant total du programme d'investissement, tel que défini à l'article LP. 914-2, doit être au moins égal à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 000 000 F CFP si ce programme est situé sur l'île de Tahiti ; - 50 000 000 F CFP si ce programme est situé sur une île autre que Tahiti.
V - Pension de famille	
<p>LP. 922-72.— Le montant total du programme d'investissement, tel que défini à l'article LP. 914-2, doit être au moins égal à 100 000 000 F CFP.</p>	<p>LP. 922-72.— Le montant total du programme d'investissement, tel que défini à l'article LP. 914-2, doit être au moins égal à 50 000 000 F CFP.</p>

DISPOSITIONS EN VIGUEUR	MODIFICATIONS PROPOSÉES
<p>LP. 922-74.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement s'engage à ce que les investissements agréés soient exploités à des fins de pension de famille pendant une durée au moins égale à dix années à compter de la date de production de l'attestation d'achèvement du programme visée à l'article LP. 915-4.</p>	<p>LP. 922-74.— L'entreprise qui réalise le programme d'investissement s'engage à ce que les investissements agréés soient exploités à des fins de pension de famille pendant une durée au moins égale à dix années à compter de la date de production de l'attestation d'achèvement du programme visée à l'article LP. 915-4.</p> <p><i>L'entreprise qui réalise un programme d'investissement relevant du secteur de la pension de famille ne peut bénéficier du cumul du présent régime avec le dispositif d'aide au développement instauré par la loi du pays n° 2011-20 du 1er août 2011 modifiée, instaurant un dispositif d'aide au développement en faveur des « pensions de famille ».</i></p>
TITRE II - RÉGIME DES INVESTISSEMENTS DIRECTS	
<p>LP. 941-13.— Les programmes d'investissement sont régis par la législation fiscale en vigueur à la date à laquelle se réalise leur fait générateur. Le fait générateur du programme d'investissement est constitué par le dépôt de la demande d'agrément y afférente à l'autorité administrative compétente.</p>	<p>LP. 941-13.— Les programmes d'investissement sont régis par la législation fiscale en vigueur à la date à laquelle se réalise leur fait générateur. Le fait générateur du programme d'investissement est constitué par le dépôt de la demande d'agrément y afférente à l'autorité administrative compétente.</p> <p><i>Toutefois, par dérogation à l'alinéa précédent, dans le cas de l'entrée en vigueur d'une nouvelle législation, le demandeur d'agrément dont le programme n'a pas encore été agréé peut opter pour l'application à son programme d'investissement des nouvelles dispositions. Cette option doit être formulée par écrit auprès de l'autorité administrative compétente dans les trois mois suivant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle législation, par lettre recommandée avec accusé réception ou remise en mains propres contre décharge.</i></p>
TITRE IV- AUTRES MESURES D'INCITATIONS FISCALES À L'INVESTISSEMENT	
<p>LP. 973-2.— Les personnes physiques ou morales redevables de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur les transactions peuvent bénéficier de cette réduction d'impôt pour les emplois durables créés entre le 1^{er} octobre 2017 et le 30 septembre 2019.</p> <p>Cette réduction s'impute exclusivement sur l'impôt dû au titre de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'impôt sur les sociétés ; - l'impôt sur les transactions ; - la contribution supplémentaire à l'impôt sur les sociétés, sans que l'imputation ne puisse excéder 20 % du montant de cette contribution. 	<p>LP. 973-2.— Les personnes physiques ou morales redevables de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur les transactions peuvent bénéficier de cette réduction d'impôt pour les emplois durables créés entre le 1^{er} octobre 2017 et le 30 septembre 2021.</p> <p>Cette réduction s'impute exclusivement sur l'impôt dû au titre de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'impôt sur les sociétés ; - l'impôt sur les transactions ; - la contribution supplémentaire à l'impôt sur les sociétés, sans que l'imputation ne puisse excéder 20 % du montant de cette contribution.
DELIBÉRATION N° 97-98 APF DU 29 MAI 1997 PORTANT CRÉATION D'UN COMPTE SPÉCIAL "FONDS DE REGULATION DES PRIX DES HYDROCARBURES"	
<p>Art. 2.— Ce fonds a pour objet d'éviter les fluctuations brutales des prix des hydrocarbures destinés à la consommation intérieure.</p> <p>Les produits pétroliers concernés relèvent des numéros de nomenclature suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – pétrole lampant pour usages domestiques relevant de la codification douanière 2710.19.12 ; – essences à teneur en plomb inférieure à 0.013 g/litre relevant de la codification douanière 2710.12.23 ; – essences à teneur en plomb inférieure à 0,013 g/litre relevant de la codification douanière 2710.12.23, destinées à l'alimentation 	<p>Art. 2.— Ce fonds a pour objet d'éviter les fluctuations brutales des prix des hydrocarbures destinés à la consommation intérieure.</p> <p>Les produits pétroliers concernés relèvent des numéros de nomenclature suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – pétrole lampant pour usages domestiques relevant de la codification douanière 2710.19.12 ; – essences à teneur en plomb inférieure à 0.013 g/litre relevant de la codification douanière 2710.12.23 ; – essences à teneur en plomb inférieure à 0,013 g/litre relevant de la codification douanière 2710.12.23, destinées à l'alimentation

DISPOSITIONS EN VIGUEUR	MODIFICATIONS PROPOSÉES
<p>des moteurs des navires de pêche battant pavillon français, muni d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle ;</p> <ul style="list-style-type: none"> – fioul ou MDO relevant de la codification douanière 2710.19.22 destiné à la SA Électricité de Tahiti ; – gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 ; – gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire autre que celle entre Tahiti et Moorea ; – gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime entre Tahiti et Moorea ; – gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire ; – gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français muni d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle ; – gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique dans les îles autres que Tahiti, et consommé par les exploitants de service public ; – gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française à usage privé ; – gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers, immatriculés hors du territoire de la Polynésie française ; – gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique de l'île de Tahiti, exploitées dans le cadre d'un service public ; – gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné aux entreprises pericoles dûment agréées ; – gaz de pétrole butane autres relevant de la codification douanière 2711.13.90. 	<p>des moteurs des navires de pêche battant pavillon français, muni d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle ;</p> <ul style="list-style-type: none"> – fioul ou MDO relevant de la codification douanière 2710.19.22 destiné à la SA Électricité de Tahiti ; – gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 ; – gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire autre que celle entre Tahiti et Moorea ; – gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime entre Tahiti et Moorea ; – gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire ; – gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français muni d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle ; – gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique dans les îles autres que Tahiti, et consommé par les exploitants de service public ; – gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française à usage privé ; – gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers, immatriculés hors du territoire de la Polynésie française ; – gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique de l'île de Tahiti, exploitées dans le cadre d'un service public ; – gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné aux entreprises pericoles dûment agréées ; – gaz de pétrole butane autres relevant de la codification douanière 2711.13.90 ; – essences à teneur en plomb inférieur à 0,013 g/litre relevant de la codification douanière 2710.12.23 destiné à l'alimentation des moteurs des navires des communes de Polynésie française munis d'un permis de navigation en cours de validité ; – gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'alimentation des moteurs des navires des communes de Polynésie française munis d'un permis de navigation en cours de validité.

DISPOSITIONS EN VIGUEUR	MODIFICATIONS PROPOSÉES
DÉLIBÉRATION N° 97-99 APF DU 29 MAI 1997 PORTANT CRÉATION D'UN COMPTE SPÉCIAL « FONDS DE PÉRÉQUATION DES PRIX DES HYDROCARBURES »	
<p>Art. 6.— Le fonds prend en charge certains frais liés à l'acheminement et à la commercialisation des produits pétroliers suivants dans les îles autres que Tahiti :</p> <ul style="list-style-type: none"> - carburéacteurs, type pétrole lampant, relevant de la codification douanière 2710.19.11 destinés à l'avitaillement ; - pétrole lampant pour usage domestique relevant de la codification douanière 2710.19.12 ; - essences à teneur en plomb inférieure à 0.013 g/litre relevant de la codification douanière 2710.12.23 ; - essences à teneur en plomb inférieure à 0.013 g/litre relevant de la codification douanière 2710.12.23 destinées aux entreprises pericoles dûment agréées ; - essences à teneur en plomb inférieure à 0,013 g/litre relevant de la codification douanière 2710.12.23, destinées à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français, muni d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle ; - gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05 % en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 ; - gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05 % en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire autre que celle entre Tahiti et Moorea ; - gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05 % en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire ; - gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05 % en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français muni d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle ; - gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05 % en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique dans les îles autres que Tahiti, et consommé par les exploitants de service public ; - gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05 % en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française à usage privé ; - gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05 % en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers, immatriculés hors du territoire de la Polynésie française ; - gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05 % en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné aux entreprises pericoles dûment agréées ; - gaz de pétrole butane autres relevant de la codification douanière 2711.13.90 ; - gaz de pétrole propane relevant de la codification douanière 2711.12.00. 	<p>Art. 6.— Le fonds prend en charge certains frais liés à l'acheminement et à la commercialisation des produits pétroliers suivants dans les îles autres que Tahiti :</p> <ul style="list-style-type: none"> - carburéacteurs, type pétrole lampant, relevant de la codification douanière 2710.19.11 destinés à l'avitaillement ; - pétrole lampant pour usage domestique relevant de la codification douanière 2710.19.12 ; - essences à teneur en plomb inférieure à 0.013 g/litre relevant de la codification douanière 2710.12.23 ; - essences à teneur en plomb inférieure à 0.013 g/litre relevant de la codification douanière 2710.12.23 destinées aux entreprises pericoles dûment agréées ; - essences à teneur en plomb inférieure à 0,013 g/litre relevant de la codification douanière 2710.12.23, destinées à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français, muni d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle ; - gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05 % en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 ; - gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05 % en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire autre que celle entre Tahiti et Moorea ; - gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05 % en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire ; - gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05 % en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français muni d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle ; - gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05 % en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique dans les îles autres que Tahiti, et consommé par les exploitants de service public ; - gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05 % en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française à usage privé ; - gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05 % en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique, français ou étrangers, immatriculés hors du territoire de la Polynésie française ; - gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05 % en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné aux entreprises pericoles dûment agréées ; - gaz de pétrole butane autres relevant de la codification douanière 2711.13.90 ; - gaz de pétrole propane relevant de la codification douanière 2711.12.00 ;

DISPOSITIONS EN VIGUEUR	MODIFICATIONS PROPOSÉES
	<ul style="list-style-type: none"> - <i>essences à teneur en plomb inférieur à 0,013 g/litre relevant de la codification douanière 2710.12.23 destiné à l'alimentation des moteurs des navires des communes de Polynésie française munis d'un permis de navigation en cours de validité ;</i> - <i>gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'alimentation des moteurs des navires des communes de Polynésie française munis d'un permis de navigation en cours de validité.</i>

**DELIBÉRATION N° 2001-208 APF DU 11 DÉCEMBRE 2001
APPROUVANT LE BUDGET GENERAL DU TERRITOIRE POUR L'EXERCICE 2002**

<p>Art. 27.— Champ d'application</p> <p>I - La taxe de consommation pour la prévention est appliquée à l'importation des produits relevant des numéros de tarif repris dans le tableau ci-après :</p>		<p>Art. 27.— Champ d'application</p> <p>I - La taxe de consommation pour la prévention est appliquée à l'importation des produits relevant des numéros de tarif repris dans le tableau ci-après :</p>	
Numéros de tarif douanier ou positions tarifaires	Désignation des produits taxables	Numéros de tarif douanier ou positions tarifaires	Désignation des produits taxables
0402.99.10	Laits conservés, concentrés, à l'état liquide ou pâteux en boîtes métalliques hermétiquement fermées d'un contenu net de 500 grammes ou moins	0402.99.10	Laits conservés, concentrés, à l'état liquide ou pâteux en boîtes métalliques hermétiquement fermées d'un contenu net de 500 grammes ou moins
0402.99.20	Laits conservés, concentrés, à l'état liquide ou pâteux en boîtes métalliques hermétiquement fermées d'un contenu net de plus de 500 grammes	0402.99.20	Laits conservés, concentrés, à l'état liquide ou pâteux en boîtes métalliques hermétiquement fermées d'un contenu net de plus de 500 grammes
0402.99.90	Laits et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants / Autres / Autres	0402.99.90	Laits et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants / Autres / Autres
1701	Sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, à l'état solide	1701	Sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, à l'état solide
1702	Autres sucres, y compris le lactose, le maltose, le glucose et le fructose (lévulose) chimiquement purs, à l'état solide ; sirops de sucres sans addition d'aromatisants ou de colorants ; succédanés du miel, même mélangés de miel naturel ; sucres et mélasses caramélisés	1702	Autres sucres, y compris le lactose, le maltose, le glucose et le fructose (lévulose) chimiquement purs, à l'état solide ; sirops de sucres sans addition d'aromatisants ou de colorants ; succédanés du miel, même mélangés de miel naturel ; sucres et mélasses caramélisés
1703	Mélasses résultant de l'extraction ou du raffinage du sucre	1703	Mélasses résultant de l'extraction ou du raffinage du sucre
1704	Sucreries sans cacao (y compris le chocolat blanc)	1704	Sucreries sans cacao (y compris le chocolat blanc)
1806	Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao	1806	Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao
1904.10.00	Produits à base de céréales obtenus par soufflage ou grillage	1904.10.00	Produits à base de céréales obtenus par soufflage ou grillage
1904.20.00	Préparations alimentaires obtenues à partir de flocons de céréales non grillés ou de mélanges de flocons de céréales non grillés et de flocons de céréales grillés ou de céréales soufflées	1904.20.00	Préparations alimentaires obtenues à partir de flocons de céréales non grillés ou de mélanges de flocons de céréales non grillés et de flocons de céréales grillés ou de céréales soufflées
1905.31.10	Biscuits secs	1905.31.10	Biscuits secs
1905.31.90	Autres produits de la biscuiterie	1905.31.90	Autres produits de la biscuiterie
2007.91.00	Confitures, gelées, marmelades, purées et pâtes de fruits, obtenues par cuisson, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants - agrumes	2007.91.00	Confitures, gelées, marmelades, purées et pâtes de fruits, obtenues par cuisson, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants - agrumes
2007.99.10	Confitures, gelées, marmelades, purées et pâtes de fruits, obtenues par cuisson, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants - De marrons	2007.99.10	Confitures, gelées, marmelades, purées et pâtes de fruits, obtenues par cuisson, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants - De marrons
2007.99.20	Confitures, gelées, marmelades, purées et pâtes de fruits, obtenues par cuisson, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants - De goyaves et de papayes	2007.99.20	Confitures, gelées, marmelades, purées et pâtes de fruits, obtenues par cuisson, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants - De goyaves et de papayes
2007.99.30	Confitures, gelées, marmelades, purées et pâtes de fruits, obtenues par cuisson, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants - De fruits de nono	2007.99.30	Confitures, gelées, marmelades, purées et pâtes de fruits, obtenues par cuisson, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants - De fruits de nono
2007.99.90	Confitures, gelées, marmelades, purées et pâtes de fruits, obtenues par cuisson, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants : Autres	2007.99.90	Confitures, gelées, marmelades, purées et pâtes de fruits, obtenues par cuisson, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants : Autres
2009	Jus de fruits (y compris les moûts de raisin) ou de légumes, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	2009	Jus de fruits (y compris les moûts de raisin) ou de légumes, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants
2105.00.10	Glaces de consommation contenant du cacao	2105.00.10	Glaces de consommation contenant du cacao
2105.00.20	Glaces de consommation / Autres	2105.00.20	Glaces de consommation / Autres
2106.90.20	Sirops aromatisés au goût de menthe ou de grenadine	2106.90.20	Sirops aromatisés au goût de menthe ou de grenadine
2106.90.30	Sirops / autres	2106.90.30	Sirops / autres
2202	Eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazeifiées, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisées, et autres boissons non alcooliques, à l'exclusion des jus de fruits ou de légumes du 20.09.	2202	Eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazeifiées, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisées, et autres boissons non alcooliques, à l'exclusion des jus de fruits ou de légumes du 20.09.
2203.00.00	Bière de malt	2203.00.00	Bière de malt
(...)		(...)	



ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

LOI ORGANIQUE N° 2004-192 DU 27 FÉVRIER 2004

SESSION [ORDINAIRE OU EXTRAORDINAIRE]

PROJET DE LOI DU PAYS

(NOR : DIP1921762LP-4)

portant diverses mesures fiscales et douanières

L'assemblée de la Polynésie française a adopté le projet de loi du pays dont la teneur suit :

Travaux préparatoires :

- Arrêté n° 1846 CM du 29 août 2019 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
 - Examen par la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique le 5 novembre 2019 ;
 - Rapport n° du de Messieurs Nuihau LAUREY et Antonio PEREZ, rapporteurs du projet de loi du pays ;
 - Adoption en date du ;
-

Article LP 1.- Instauration en matière de défiscalisation d'un taux de crédit d'impôt de 60 % dans le secteur de la création d'hôtel ou de résidence de tourisme international dans les îles autres que Tahiti, Moorea et Bora-Bora

À l'article LP. 918-1 du code des impôts, il est inséré après le quatrième alinéa, un alinéa rédigé ainsi qu'il suit :

« Le taux du crédit d'impôt est de 60 % pour les programmes d'investissement relevant de la création d'hôtel ou de résidence de tourisme international, visés aux articles LP. 922-1 à LP. 922-2, lorsqu'ils sont réalisés dans les îles autres que Tahiti, Moorea et Bora-Bora. »

Article LP 2.- Abaissement du seuil d'éligibilité pour les programmes d'investissement relevant de la création d'hôtel ou de résidence de tourisme international

À l'article LP.922-2 du code des impôts, le montant « 500 000 000 F CFP » est remplacé par le montant « 250 000 000 F CFP » et le montant « 250 000 000 F CFP » est remplacé par le montant « 100 000 000 F CFP ».

Article LP 3.- Abaissement du seuil d'éligibilité pour les programmes d'investissement relevant de l'agrandissement et de la rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international

1° À l'article LP.922-12 du code des impôts, le montant « 200 000 000 F CFP » est remplacé par le montant « 100 000 000 F CFP » et le montant « 100 000 000 F CFP » est remplacé par le montant « 50 000 000 F CFP ».

2° À l'article LP.922-22 du code des impôts, le montant « 200 000 000 F CFP » est remplacé par le montant « 100 000 000 F CFP » et le montant « 100 000 000 F CFP » est remplacé par le montant « 50 000 000 F CFP ».

Article LP 4.- Modification du dispositif concernant les programmes d'investissement relevant de la rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international

L'article LP.922-21 du code des impôts est modifié ainsi qu'il suit :

1° La première phrase du premier alinéa est remplacée par les dispositions suivantes :

« Les programmes d'investissement relevant de la rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international doivent consister à améliorer, transformer et/ou moderniser un établissement existant.

Les programmes d'investissements visés à l'alinéa précédent doivent obligatoirement intégrer la rénovation de chambres et s'accompagner d'une extension de la capacité d'accueil de l'établissement existant en termes de chambres supplémentaires.

Le nombre de chambres supplémentaires est déterminé sur la base des chambres à rénover selon les dispositions suivantes :

- *pour la rénovation d'une à neuf chambres existantes, l'extension est d'une unité nouvelle supplémentaire ;*
- *pour la rénovation d'au moins dix chambres existantes, l'extension est égale à au moins 10 % du nombre de chambres rénovées. Le résultat obtenu est arrondi au nombre entier immédiatement supérieur. »*

2° Au dernier alinéa, la phrase : « La condition liée à l'extension de la capacité d'accueil mentionnée à l'alinéa précédent ne s'applique pas » est remplacée par la phrase : « Les conditions mentionnées au deuxième alinéa ne s'appliquent pas ».

Article LP 5.- Modification du dispositif d'incitation fiscale à l'investissement dans le secteur de la pension de famille

1° À l'article LP. 922-72 du code des impôts, le montant de « 100 000 000 F CFP » est remplacé par le montant de « 50 000 000 F CFP ».

2° Il est ajouté à l'article LP.922-74 du code des impôts, un alinéa rédigé ainsi qu'il suit :

« L'entreprise qui réalise un programme d'investissement relevant du secteur de la pension de famille ne peut bénéficier du cumul du présent régime avec le dispositif d'aide au développement instauré par la loi du pays n° 2011-20 du 1^{er} août 2011 modifiée, instaurant un dispositif d'aide au développement en faveur des « pensions de famille ». »

Article LP 6.- Déplafonnement de la part de l'incitation fiscale polynésienne dans un programme d'investissement bénéficiant du régime des investissements indirects

À l'article LP. 918-1 du code des impôts, il est inséré après le premier alinéa un alinéa rédigé ainsi qu'il suit :

« La limite prévue à l'alinéa précédent n'est pas applicable lorsque l'entreprise qui réalise le programme d'investissement bénéficie d'un taux de crédit d'impôt de 50 %, de 60 % ou de 65 % et fait appel à la défiscalisation métropolitaine pour au moins 30 % du financement de son programme d'investissement. »

Article LP 7.- Possibilité d'option pour l'application de la nouvelle législation lorsque la demande d'agrément fiscal est en cours d'instruction

1° À l'article LP. 919-21 du code des impôts, il est ajouté un deuxième alinéa ainsi rédigé :

« Toutefois, par dérogation à l'alinéa précédent, dans le cas de l'entrée en vigueur d'une nouvelle législation, le demandeur d'agrément dont le programme n'a pas encore été agréé peut opter pour l'application à son programme d'investissement des nouvelles dispositions. Cette option doit être formulée par écrit auprès de l'autorité administrative compétente dans les trois mois suivant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle législation, par lettre recommandée avec accusé réception ou remise en mains propres contre décharge. »

2° À l'article LP. 941-13 du code des impôts, il est ajouté un deuxième alinéa ainsi rédigé :

« Toutefois, par dérogation à l'alinéa précédent, dans le cas de l'entrée en vigueur d'une nouvelle législation, le demandeur d'agrément dont le programme n'a pas encore été agréé peut opter pour l'application à son programme d'investissement des nouvelles dispositions. Cette option doit être formulée par écrit auprès de l'autorité administrative compétente dans les trois mois suivant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle législation, par lettre recommandée avec accusé réception ou remise en mains propres contre décharge. »

Article LP 8.- Abattement sur les plus-values provenant de la cession d'un navire de commerce lorsque le prix de cession est réinvesti dans l'achat d'un navire neuf

Après l'article 113-6 du code des impôts, il est créé un article LP. 113-6-1 ainsi rédigé :

« LP. 113-6-1.— Par dérogation aux dispositions du 1^{er} alinéa de l'article 113-3 du code des impôts, les plus values provenant de la cession en cours d'exploitation d'un navire de commerce destiné au transport interinsulaire, lorsque le prix de cession est réinvesti, partiellement ou en intégralité, dans l'acquisition d'un navire neuf destiné au transport interinsulaire et exploité en tant que tel pendant une durée minimum de cinq ans, bénéficient d'un abattement égal à la moitié du prix de cession réinvesti. L'abattement ne peut dépasser 50 % du montant de la plus-value.

Cet abattement n'est pas applicable en cas de réinvestissement dans l'acquisition d'un navire neuf ayant bénéficié des régimes des investissements directs et indirects de la troisième partie du présent code.

L'abattement prévu au 1^{er} alinéa de l'article 113-7 peut s'appliquer sur le montant de la plus value nette déterminé après application éventuelle de l'abattement prévu aux alinéas précédents.

Lorsque le prix de cession est réinvesti dans l'acquisition d'un navire ayant bénéficié de la défiscalisation métropolitaine, le prix d'acquisition dudit navire à prendre en compte pour l'application de l'abattement doit être minoré de l'avantage fiscal tiré de la défiscalisation métropolitaine.

Ces dispositions sont également applicables dans le cas où l'acquisition du nouveau navire précède la cession de l'ancien, à condition que le prix de cession soit réinvesti dans le remboursement du financement ayant permis l'acquisition du navire neuf.

Les opérations d'acquisition et de cession ne doivent pas être séparées par un délai supérieur à douze mois.

Lorsque l'acquisition est réalisée au cours de l'exercice suivant celui de réalisation de la vente, l'entreprise doit s'engager, dans la déclaration de résultats de l'exercice de réalisation de la cession, à réinvestir le prix dans le délai prévu à l'alinéa précédent. ».

Article LP 9.- Prolongation du dispositif d'incitation fiscale pour l'emploi durable

Au premier alinéa de l'article LP. 973-2 du code des impôts, l'année « 2019 » est remplacée par l'année « 2021 ».

Article LP 10.- Application du taux réduit de TVA aux prestations rendues par les établissements agréés dans lesquels sont dispensées des activités physiques ou sportives

Au II de l'article LP. 342-3 du code des impôts, il est inséré un alinéa 10°) rédigé ainsi qu'il suit :

« 10°) prestations de service rendues par les établissements organisant la pratique d'activités physiques ou sportives, fonctionnant dans les conditions posées par la délibération n°99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française et agréés préalablement par la Polynésie française dans les conditions ci-après.

Les activités physiques et sportives soumises au taux réduit sont déterminées par arrêté pris en conseil des ministres.

La convention d'agrément, conclue entre l'établissement signataire et la Polynésie française, doit prévoir, dans les conditions fixées par arrêté en conseil des ministres :

- Une diminution du prix des prestations proposées par l'établissement ;
- La mise en place de tarifs préférentiels.

La convention d'agrément peut également prévoir la participation de l'établissement signataire à des actions de prévention ou de promotion des activités physiques et sportives, notamment dans les établissements scolaires de Polynésie française.

Les conventions d'agrément sont conclues au nom de la Polynésie française par le Président de la Polynésie française dans les conditions et selon un modèle fixés par arrêté pris en conseil des ministres. »

Article LP 11.- Augmentation de la durée de séjour des marchandises en entrepôt d'exportation en matière de TVA

L'article 354-9 du code des impôts est remplacé par les dispositions suivantes :

« LP. 354-9.— Il est institué un régime d'entrepôt d'exportation.

Les marchandises provenant du marché intérieur et destinées à l'exportation peuvent être admises en entrepôt d'exportation placé sous le contrôle du service des douanes. La durée de séjour autorisée en entrepôt d'exportation est de trois ans. Cette durée peut être prolongée sur décision expresse du chef du service des douanes.

Les livraisons de biens pris sur le marché intérieur polynésien et destinés à l'exportation sont exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée dès leur placement en entrepôt d'exportation agréé par le service des douanes. »

Article LP 12.- Application aux primes de départ à la retraite des règles de fractionnement de la contribution de solidarité territoriale sur les traitements, salaires, pensions, rentes viagères et indemnités diverses

1° Le premier alinéa de l'article LP. 193-10-1 du code des impôts est remplacé par les dispositions suivantes :

« I - Par dérogation au principe de taxation au cours du mois de paiement effectif et de versement global, la taxation de la prime de départ volontaire ou de départ volontaire à la retraite, ainsi que la taxation des indemnités de départ ou de mise à la retraite, versées dans les conditions fixées aux articles Lp. 1223-9 et Lp. 1223-11 du code du travail, prévues au 2 de l'article LP. 193-5 sont déterminées de la manière suivante : ».

2° Au deuxième alinéa de l'article LP. 193-10-1 du code des impôts, il est inséré après les mots : *« fractionnement de la prime »*, les mots : *« ou des indemnités »*.

Article LP 13.- Identification du carburant destiné aux navettes communales au sein du fonds de régulation des prix des hydrocarbures et du fonds de péréquation du prix des hydrocarbures

1° L'article 2 de la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée, portant création d'un compte spécial *« Fonds de régulation des prix des hydrocarbures »*, est complété, après son dernier alinéa, par deux nouveaux alinéas ainsi rédigés :

« - essences à teneur en plomb inférieur à 0,013 g/litre relevant de la codification douanière 2710.12.23 destiné à l'alimentation des moteurs des navires des communes de Polynésie française munis d'un permis de navigation en cours de validité ;

- gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'alimentation des moteurs des navires des communes de Polynésie française munis d'un permis de navigation en cours de validité. »

2° L'article 6 de la délibération n° 97-99 APF du 29 mai 1997 modifiée, portant création d'un compte spécial *« Fonds de péréquation des prix des hydrocarbures »*, est complété, après son dernier alinéa, par deux nouveaux alinéas ainsi rédigés :

« - essences à teneur en plomb inférieur à 0,013 g/litre relevant de la codification douanière 2710.12.23 destiné à l'alimentation des moteurs des navires des communes de Polynésie française munis d'un permis de navigation en cours de validité ;

- gazole dont la teneur en soufre est inférieure ou égale à 0,05% en masse relevant de la codification douanière 2710.19.25 destiné à l'alimentation des moteurs des navires des communes de Polynésie française munis d'un permis de navigation en cours de validité. »

Article LP 14.- Modification d'un numéro de tarif douanier

Le tableau figurant au I de l'article 27 de la délibération n° 2001-208 APF du 11 décembre 2001 approuvant le budget général du territoire pour l'exercice 2002 est modifié comme suit :

Dans la colonne intitulée *« Numéros de tarif douanier ou positions tarifaires »*, la position tarifaire *« 2105.00.20 »* est remplacée par la codification douanière *« 2105.00.90 »*.

Article LP 15.- Dispositions transitoires

L'article LP 7 de la présente loi du pays est applicable aux demandes d'agrément déposées au secrétariat de la commission consultative des agréments fiscaux antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la présente loi du pays mais n'ayant pas encore donné lieu à décision.

Délibéré en séance publique, à Papeete, le

La secrétaire,

Le président,

Béatrice LUCAS

Gaston TONG SANG